

The Resurgence of Rural-To-Urban Migration and Its Socio-Environmental and Health Impacts in the City of Goma: The Case of the Mugunga Neighborhood

La recrudescence de l'exode rural et son impact socio-environnemental et sanitaire dans la ville de Goma. Cas du Quartier Mugunga

DUNIA BITWAYIKI Déogratias

Assistant du second mandat à l'Institut Supérieur Pédagogique de Nyiragongo en République Démocratique du Congo dans la Province du Nord-Kivu

I. INTRODUCTION

Depuis des années 90, la Région des Grands Lacs Africains est caractérisée par un contexte tumultueux dominé par les guerres et l'instabilité socio-sécuritaire. En effet, la guerre du Rwanda déclenchée le 06 Avril 1994 avait provoqué les déplacements massifs de plus de deux millions de Rwandais vers les pays voisins. C'est ainsi que l'afflux vers Goma fut d'une dimension et d'une rapidité sans précédent: en l'espace de cinq jours entre le 14 et le 18 Juillet 1994, quelque 850 000 réfugiés arrivèrent dans la ville de Goma et traversèrent aussi à divers points situés plus au nord (Dossier Thématique NE 16 Évaluation Conjointe de l'Aide d'Urgence au Rwanda : Conclusions et Recommandations Principales de l'Étude III, Juin 1996. Page 7). Malheureusement, certains réfugiés avaient traversé la frontière de la République Démocratique du Congo avec les armes et munitions. Déjà dans les camps de réfugiés, on pouvait observer des violences importantes : Selon le rapport d'évaluation conjointe de l'intervention humanitaire au Rwanda, Étude III (1996), « une estimation fondée sur une enquête rétrospective d'un camp suggère que 4000 réfugiés moururent des suites de violences infligées par la milice, par des soldats Zaïrois rebelles et par d'autres réfugiés ». Le changement de régime politique au Rwanda, en Juillet 1994, avait eu des répercussions sur la République Démocratique du Congo, désormais en proie aux guerres et aux conflits multiples. C'est ainsi qu'en 1996, la guerre dite de libération avait été menée par l'Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo « AFDL » en sigle soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. Les réfugiés Rwandais concentrés dans les camps de Mugunga (à l'Ouest de Goma), Kibumba et Katale (au Nord de Goma) ainsi que ceux de la Province du Sud-Kivu avaient été dispersés dans la nature.

Bien qu'une opération de retour des réfugiés avait été organisée en Novembre-Décembre 1996, une partie de ces populations était restée en République Démocratique du Congo, surtout ceux réputés comme les « interahamwe » (combattants hutus Rwandais), auteurs présumés du génocide rwandais. Ces derniers faisaient partie de ceux qui créeront plus tard un mouvement politico-militaire dénommé Front Démocratique pour la Libération du Rwanda « FDLR » en sigle. La guerre de 1996 a fini par provoquer la chute du régime dictatorial du Président Mobutu le 17 Mai 1997, avec la prise de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo. Quatorze mois plus tard, soit le 02 Août 1998, la 2ème guerre a éclaté sous la conduite du Rassemblement Congolais pour la Démocratie « RCD » en sigle, un mouvement politico-militaire soutenu, encore une fois, par les deux pays précédemment cités. Pendant la guerre du RCD, de 1998 à 2003, plusieurs groupes armés se sont créés pour constituer, d'après eux, la résistance face à cette nouvelle guerre. Selon le rapport du Groupe d'Étude sur le Congo de 2015, plus de soixante-dix groupes armés sont actifs dans l'Est du de la République Démocratique du Congo et environ 1,6 millions de personnes sont toujours déplacées.

L'exode rural, phénomène caractérisé par le déplacement massif de populations des zones rurales vers les centres urbains, est un enjeu majeur dans de nombreux pays en développement, y compris la République Démocratique du Congo. Dans le contexte de la ville de Goma, particulièrement dans le quartier Mugunga, cette dynamique a pris une ampleur considérable au cours des dernières décennies. Goma, située à l'Est du pays, est non seulement un carrefour commercial important, mais aussi une région marquée par des conflits armés, des catastrophes naturelles et une instabilité politique persistante. Ces facteurs ont poussé de nombreuses personnes à fuir leurs terres agricoles et leurs communautés d'origine à la recherche de meilleures conditions de vie.

L'exode rural désigne le déplacement durable de populations quittant les zones rurales pour aller s'implanter dans des zones urbaines, où se situent les nouveaux emplois tertiaires et industriels. Cette forme de migration est observée tout au long de l'histoire humaine et se déroule aujourd'hui encore à l'échelle planétaire

selon une intensité et des modalités diverses. (Emmanuel Melmoux, David Mitzinmacker, L'exique d'histoire géogrphe , Paris, Nathan, juillet 2008, p.239 (ISBN 9- 782091- 8453364), P.118).

En Europe, l'exode rural fait souvent référence aux déplacements de population qui se produisent à l'époque de la révolution industrielle, soit dès le xviii^e siècle en Grande-Bretagne, et à partir du xix^e siècle dans de nombreux pays comme l'Allemagne puis la France ; mais de timides exodes ruraux eurent lieu dès le x^e siècle et pendant la Renaissance du xii^e siècle, en même temps que le développement de l'urbanisation, l'apparition de la bourgeoisie et la fondation des premières universités.

L'exode rural alimente de façon significative :

- Une phase d'industrialisation avec la disponibilité d'une main-d'œuvre importante embauchée dans les ateliers et les usines ;
- Le mouvement d'urbanisation avec le développement des faubourgs des villes.

Ces afflux de personnes seront plus ou moins bien intégrés dans les cadres sociaux existants. Sur le marché du travail, par exemple, c'est l'apparition du prolétariat urbain qui contribue à faire émerger la question sociale.

La migration est un ensemble de déplacements ayant pour effet de transférer la résidence d'une personne d'un certain lieu d'origine ou lieu de départ à un certain lieu de destination ou lieu d'arrivée (Henry, 1981). L'idée de base pour les théories de la migration est le simple modèle des « Push-pull ». Il y aurait des facteurs poussant les gens à partir, les facteurs « Push », comme par exemple la guerre, la répression politique, la croissance démographique, le manque d'opportunités économiques, le faible niveau de vie ; et les facteurs « Pull » qui attireraient la population, comme la demande de main-d'œuvre, la disponibilité des terres, les libertés politiques ou de bonnes opportunités économiques (Castles et al., 2003).

Des études précédentes comme celles de Mr Zlotnik H. discutent des impacts des migrations sur les infrastructures urbaines, mettant en évidence la pression accrue sur les ressources locales et les services publics en raison de l'afflux de migrants. Ces études montrent que l'augmentation des migrants peut entraîner une transformation des dynamiques économiques locales, où les populations autochtones peuvent se sentir marginalisées. (Zlotnik, H. "Globalization and Migration: A New Perspective 2004". Pages 102-115).

Des recherches antérieures de Mr Myers N. abordent les répercussions environnementales de la migration, en notant que l'urbanisation rapide entraîne une dégradation des écosystèmes locaux et une surexploitation des ressources naturelles. (Myers, N. "Environmental Refugees: A Growing Phenomenon of the 21st Century 2002". Page: 23-34)

Selon le rapport de l'OMS qui met en lumière les conséquences sanitaires préoccupantes de la migration, notamment l'augmentation des maladies infectieuses dans les zones à forte densité de population et l'accès limité aux soins de santé. (World Health Organization) Health of Migrants: A Global Perspecti 2010 Page : 15)

La question du pourquoi de la migration a été étudiée à maintes reprises, et ce depuis longtemps. Les premiers courants explicatifs se basaient principalement sur la rationalité et sur les facteurs économiques. On parle alors de théories classiques de la migration (Piguet, 2013). Selon les premières théories, le facteur le plus important de la migration est toujours la motivation économique. Le migrant, personne rationnelle, chercherait à maximiser son utilité et comparerait sa situation économique avec celle qu'il lui serait possible d'avoir ailleurs. La différence des salaires serait alors ici la motivation à migrer. C'est ainsi que les régions à bas salaire se videraient pour les régions à haut salaire, jusqu'à modifier l'offre et la demande de travail. L'équilibre serait ensuite trouvé lorsque tout le monde serait payé de la même manière ; plus personne n'éprouvant alors d'insatisfaction. Cette base de réflexion a été amendée ou approfondie. Tout d'abord, la théorie de Harris-Todaro, en 1970, ajoute la notion de salaire espéré et la probabilité de trouver un travail en ville. Les caractéristiques de chacun sont ainsi prises en compte car tout le monde n'a pas la même attitude face aux risques ou les mêmes informations (Piguet, 2013). Cet ajout de la probabilité explique donc que des mesures pour augmenter le taux d'emploi urbain, pour lutter contre le chômage par exemple, va augmenter la migration. De même pour les salaires, si ceux-ci augmentent, les ruraux seront plus attirés (Meka'a, 2011). Ensuite, la pure rationalité des théories économiques a été revue. La recherche de la maximisation a été remplacée par la recherche de la satisfaction. Ainsi, une destination, même si elle ne maximise pas, le besoin peut être accepté car elle le satisfait simplement (Piguet, 2013). Ces théories individualistes où la décision serait prise de manière individuelle et de manière rationnelle, ont été remises en cause. Elles ne tiendraient pas compte de l'hétérogénéité de la main-d'œuvre. Tous les migrants sont vus comme un ensemble homogène. Or, ceux-ci ont des caractéristiques propres et viennent de régions différentes qui favorisent ou non la migration (Meka'a, 2011 ; Piguet, 2013). De plus, il a été remarqué que ce ne sont pas toujours les personnes les plus pauvres qui migrent (Castels et al., 2003). D'autres facteurs doivent donc être pris en compte et d'autres dimensions vont ainsi être ajoutées, comme le parcours de vie. L'attrait de la migration changerait en fonction de l'âge et de la situation de la

personne (Piguet, 2013). Un homme en début de carrière aurait ainsi plus tendance à chercher un meilleur salaire qu'un homme approchant de la retraite. Le mariage aurait aussi tendance à diminuer la migration (Meka'a, 2011). De même, l'approche capital humain montre, également, qu'il faut voir la migration sur plusieurs années. En effet, les expériences et les compétences influencent la propension à migrer, et peut être aussi un objectif de migration (Piguet, 2013). L'éducation pousserait donc à la migration ; elle serait considérée comme un investissement en capital humain (Meka'a, 2011). En outre, le manque d'information ainsi que le coût doivent être pris en compte (qualité de vie ailleurs, valeur des compétences là-bas, etc.). C'est ainsi qu'une personne qui a déjà voyagé migrera plus facilement. Mais le manque d'information amène, également, parfois à des idées trop optimistes qui poussent au départ (Piguet, 2013). Les théories de « residential stress » quant à elles essaient de mieux prendre en considération l'effet de la communauté locale ou les caractéristiques des lieux de départ et d'arrivée sur la migration. Enfin, des auteurs ont démontré que le sexe et le genre jouent un rôle important (Meka'a, 2011). Petit à petit, nous pouvons voir donc que le contexte social et d'autres mécanismes ont été mieux pris en compte et qu'on sort de la vision de l'acteur isolé et rationnel qui veut simplement augmenter son revenu.

Vers les années 1990, on change de cadre. Globalement appelées « La nouvelle économie des migrations », les théories de ce courant changent l'acteur de référence : on passe de l'individu au ménage. La prise de décision serait donc prise au sein de la famille et en fonction des bénéfices et des coûts pour l'ensemble de celle-ci. De plus, il a été découvert que la migration peut être considérée comme une stratégie pour diminuer les risques, et non plus pour maximiser les profits. En effet, il s'agirait d'une assurance contre les possibles problèmes auxquels la famille devrait faire face. Dans ce cas de figure, il est avantageux, voire même vital en cas d'absence totale de récolte, d'avoir un membre de la famille en ville avec un salaire plus régulier qui enverrait de l'argent à la famille restée sur place (Piguet, 2013). Les différentiels de revenus ne constituent donc plus une condition obligatoire pour expliquer la migration. Celle-ci serait utilisée pour diminuer les fluctuations des revenus de la famille (Meka'a, 2011). Nous pouvons parler alors d'investissement migratoire. Cette prise de décision déplacée au niveau du ménage ne veut pas dire pour autant que la décision n'est pas imposée par le chef de ménage. Tous les membres de la famille n'étant pas égaux devant les négociations, il faut considérer les rapports de genre et les relations de pouvoir entre les différents membres de la famille ou même de la communauté (Herrera, 2002).

Les approches sociologiques et géographiques se concentrent plus sur le lien entre le migrant et son environnement social. C'est ainsi que la théorie des réseaux refuse de voir la migration comme une rupture mais plutôt comme un espace transnational qui se forme. Le migrant fait donc partie d'une structure sociale, constituée de sa famille restée sur place, les personnes originaires de son village ou de son pays ou du même groupe culturel ou religieux de là-bas, etc. (Piguet, 2013). Ces réseaux sont une source d'aide et de soutien pour l'acteur. Les risques et les coûts du déplacement diminuent aussi pour celui-ci. (Meka'a, 2011). C'est ainsi que la migration s'auto-entretient: les réseaux mis en place aident ensuite d'autres personnes à migrer et se forment alors des canaux migratoires. Ces canaux peuvent perdurer même si la situation sur place a changé (Piguet, 2013). Ensuite, la notion d'imaginaire géographique explore le fait que la décision de migrer est prise selon une certaine idée du monde; idée propre à une période historique ou une culture, ou encore à l'expérience de l'individu. Les représentations du monde, formées avec les relations avec la famille et les amis ou la télévision et les journaux, influencent la décision; le succès personnel pouvant être vu seulement possible ailleurs. La croyance que la migration est le seul moyen d'avancer et l'imagination entourant cette idée de se voir vivre dans un autre endroit sont des facteurs à considérer (Herrera, 2002). En outre, après une étude réalisée aux États-Unis, des chercheurs ont présenté que la relation avec la localité d'origine influence les comportements migratoires. Ainsi, les villages où existe un engagement associatif et où les activités économiques sont au profit des environs connaissent un taux de migration faible. Les églises, les entreprises locales ou les lieux de sortie favoriseraient la création d'une localité intégrée avec des réseaux sociaux importants. Les habitants, intégrés dans la vie de leur village, auraient plus de mal à quitter celui-ci. Pour ces auteurs, la décision de migrer ne peut être expliquée qu'avec des facteurs économiques ou des caractéristiques personnelles. Il faut également prendre en considération l'influence du milieu et les structures sociales locales (Irwin et al., 2004).

En conclusion nous pouvons donc déjà voir clairement que la migration est un phénomène complexe et qu'il n'existe pas qu'un seul facteur explicatif. La diversité des migrations requiert donc un pluralisme théorique. Il est important de souligner que la différence de salaire n'est pas toujours le déterminant le plus important et peut en cacher d'autres (Meka'a, 2011). Comme le dit Piguet (2013), « Certaines conditions sont nécessaires sans être suffisantes pour déclencher le départ ». Les théories peuvent donc être complémentaires ou mixées pour expliquer un cas spécifique.

L'exode rural est la forme de migration la mieux connue en Afrique de l'Ouest. Dans les pays sahéliens, le surpeuplement de certaines zones rurales, la dégradation de l'environnement et les conditions climatiques défavorables ont contribué à augmenter l'insécurité alimentaire et l'exode rural. Le secteur agricole demeure de

loin le plus important pourvoyeur d'emplois en Afrique mais il n'est plus en mesure d'absorber la main d'œuvre locale, ni de garantir l'autosuffisance alimentaire (CISSÉ, 2007). Les raisons des migrations ne sont pas toujours seulement d'ordre économique ou politique, elles sont également de nature éducative, religieuse, sociale ; environnementale ; sanitaire et culturelle. Des recherches empiriques conduites en Afrique de l'Ouest montrent que la migration ne peut être vue seulement en tant que processus économique, mais doit être considérée également comme un processus social (Ammassari, 2002).

Les liens entre migrations et phénomènes climatiques sont avérés dans le Sahel des années 1970 où la sécheresse a poussé les populations rurales vers les villes (exode rural). De plus, la mobilité migratoire progresse de façon différenciée selon le sexe et l'âge, les femmes atteignent des niveaux semblables aux niveaux masculins et les jeunes ont toujours été les plus mobiles. Le phénomène observé ici est un système de va et vient entre villes et campagnes parce que les migrants n'arrivent à s'insérer dans aucun des deux milieux, ce qui semble constituer ainsi un indice de précarité (Beauchemin, 2004). L'ampleur des mouvements migratoires n'a cependant été mise en évidence que grâce à la première série de recensements de la population, effectuée au milieu des années 1970 dans ces pays : près d'un résident sur quatre vit là où il n'est pas né. La deuxième (milieu des années 1980) et la troisième (milieu des années 1990) séries de recensements se sont intéressées davantage à ces mouvements en mesurant, outre le stock d'étrangers, les flux de l'année précédant la période du dénombrement. Mais, ce sont surtout des travaux notamment du réseau d'étude des migrations ouest-africaines qui ont permis de mieux les appréhender convenablement (Ouédraogo, 2002). Si l'on considère les échanges sans distinguer leur orientation, les migrations entre le milieu rural et la capitale sont inférieures aux migrations entre le milieu rural et les autres villes dans trois pays : le Mali ; la Côte d'Ivoire, et surtout le Niger. Dans les villes, les migrants croient trouver un cadre de vie plus attrayant. Il y a des 7 infrastructures socio-économiques (santé, école, loisirs), les emplois y sont concentrés et le cadre de vie semble plus agréable. Mais en fait, ici aussi, l'accès aux ressources dépend des revenus, qui se sont considérablement amenuisés avec l'approfondissement de la crise économique et la croissance rapide des populations urbaines (CERPOD, 1995). Les migrations intra-pays concernent les zones rurales moins peuplées mais mieux arrosées, comme la Casamance et les terres neuves du Sénégal, les zones cotonnières du Sud du Burkina Faso ou du Mali. Les causes de ces migrations sont complexes. Les principales variables structurelles sont l'âge, la formation et le sexe (Marchal, 1975 ; Benoît, 1982).

L'analyse des phénomènes migratoires à l'intérieur ou entre pays est au confluent de plusieurs disciplines : la démographie, la géographie, la sociologie, le droit, l'histoire et l'économie. Chez les économistes, les approches macro-économiques visant à expliquer des flux ou des soldes migratoires entre pays ou régions alternent avec des approches micro-économiques visant à expliquer des choix individuels ou familiaux. Cet article dresse un panorama des théories micro-économiques des migrations de travail dans les pays en développement, en partant des modèles fondateurs jusqu'aux modèles les plus récents.

L'analyse économique des mouvements internes de population dans les pays en développement (PED) a été formalisée pour la première fois dans les années 1950. Les déplacements de travailleurs sont alors envisagés comme une réallocation de la force de travail entre le secteur rural, majoritairement agricole, et le secteur urbain, majoritairement industriel (Lewis, 1954). Dans ce modèle, les migrations surviennent en réponse à des différences de productivités marginales du travail et donc de salaires entre les deux secteurs, dans une économie supposée être au plein-emploi. Au cours des années 1960 la coexistence d'une émigration rurale massive et d'un chômage urbain croissant dans nombre de PED a remis en cause la validité de ces modèles, lesquels expliquent plus le développement économique par la migration que la migration elle-même. C'est dans ce contexte que sont apparus les premiers modèles probabilistes reliant la théorie de la migration et celle de la recherche d'emploi (Todaro, 1969 ; Harris et Todaro, 1970). Ces modèles se sont ensuite progressivement enrichis (introduction du secteur informel, endogénéisation des coûts migratoires à travers la prise en compte du rôle des réseaux) pour devenir plus réalistes. Au cours des années 1980, une autre théorie, celle de la gestion de portefeuille, a été proposée pour expliquer les causes de la migration dans les PED, ainsi que les motivations à l'origine des envois de fonds observés entre les migrants et leurs familles. (Todaro, M. P. (1969). A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries. American Economic Review).

Le nouveau Rapport national sur le climat et le développement récemment publié pour les pays du G5 Sahel et à paraître pour le Cameroun, le Ghana et d'autres pays montre que le changement climatique pourrait entraîner des pertes annuelles de 2% à 12% du PIB d'ici 2050. Au Sahel, 13,5 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté d'ici 2050 si rien n'est fait. Les recherches montrent aussi que la mise en place de réformes en faveur d'une croissance rapide, résiliente et inclusive est à la fois la meilleure forme d'adaptation climatique et la meilleure stratégie pour atteindre un développement durable. Souligne que les événements climatiques extrêmes peuvent forcer les populations rurales à migrer vers les villes. (Par Ousmane Diagana, vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre)

Aux États-Unis, Putnam (1995) a quant à lui largement contribué à populariser le concept de capital social. Il le définit comme une notion relative aux caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel. Là où Bourdieu et Coleman posent le capital social comme une ressource permettant aux individus d'atteindre leurs objectifs personnels, Putnam conçoit le capital social comme une grandeur caractéristique de l'état d'une société (B. Perret, 2006). Cette approche a été fortement médiatisée mais est désormais largement critiquée pour différentes raisons. Selon Ponthieux (2008), elle a pour défaut de faire un amalgame de phénomènes fort distincts (certains renvoyant à des pratiques d'information telle que sociabilité, la participation associative, et d'autres à des perceptions comme les normes et les valeurs). Par ailleurs, elle recouvre dans un même ensemble ce dont le capital social retire de la valeur (les réseaux) et ce qu'il produit (réciprocité, confiance). (Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster.)

L'accroissement de l'exode rural vers Goma est alimenté par des réalités socio-économiques complexes. D'une part, les zones rurales sont souvent confrontées à des conditions de vie difficiles, notamment la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le manque d'accès aux services de base tels que l'éducation et la santé. D'autre part, Goma représente une lueur d'espoir pour ceux qui aspirent à un avenir meilleur, offrant des opportunités économiques, un accès à des infrastructures et des services qui font défaut dans les campagnes.

Cependant, cette migration massive ne se fait pas sans conséquences. Le quartier Mugunga, qui a vu sa population explosée en raison de l'afflux de migrants, se heurte à des défis socio-environnementaux et sanitaires significatifs. La pression sur les ressources naturelles s'intensifie, entraînant une dégradation environnementale alarmante. Les infrastructures urbaines, déjà fragiles, peinent à répondre aux besoins croissants de la population, ce qui entraîne des problèmes d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé.

Sur le plan social, l'intégration des nouveaux venus pose des défis importants. Les tensions entre les populations locales et les migrants peuvent s'intensifier en raison de la concurrence pour les ressources limitées et des différences culturelles. Par ailleurs, la saturation du marché du travail rend l'accès à l'emploi encore plus difficile pour tous les habitants du quartier Mugunga.

En matière de santé, l'augmentation de la densité de population favorise la propagation de maladies infectieuses et met une pression supplémentaire sur un système de santé déjà débordé. Les risques sanitaires se multiplient dans un contexte où l'accès aux soins est limité et où les conditions de vie sont précaires.

Ainsi, l'exode rural vers la Ville de Goma et son impact sur le quartier Mugunga constituent un sujet d'étude crucial pour comprendre les dynamiques urbaines contemporaines en République Démocratique du Congo. Il est essentiel d'analyser ces enjeux non seulement en termes d'impact immédiat sur la population, mais aussi en considérant les implications à long terme pour le développement durable de la région. Cette étude vise à explorer ces dimensions afin de proposer des solutions adaptées aux défis posés par cette réalité complexe.

Goma, située dans la région du Nord-Kivu en République Démocratique du Congo, a connu une augmentation significative de la migration rurale vers les zones urbaines, particulièrement vers le quartier Mugunga. Ce phénomène est souvent lié à divers facteurs tels que les conflits armés, les changements climatiques, et la recherche de meilleures opportunités économiques. La concentration de populations rurales dans les zones urbaines pour fuir des conditions difficiles peut engendrer des défis socio-environnementaux et sanitaires.

Comme déjà dit précédemment, le Nord-Kivu est dominé par l'activisme des groupes armés, cause principale de déplacement des populations. Les six territoires de cette province (Beni, Lubero, Rutshuru, Nyiragongo, Masisi et Walikale) sont touchés par ce phénomène. Aussi, les trois villes (Beni, Butembo et Goma) de la même province sont affectées par cette situation, notamment avec l'exode rural, en plus de la criminalité urbaine de plus en plus inquiétante due à la prolifération des armes légères.

Pour le cas de notre zone d'étude, les déplacements de populations datent d'Avril 2016 ; les quatre agglomérations concernées ayant été jugées plus sécurisées ; notamment Kamuronzza, Sake, Kibumba et Shasha. (Protection de l'environnement dans les réponses humanitaires au Nord-Kivu, République Démocratique du Congo Alphonse MUHINDO VALIVAMBENE KALU Institute, 2019-2020). Dans ce contexte d'instabilité quasi-permanente, ces déplacements sont devenus récurrents et souvent improvisés sans que les structures d'accueil dans les milieux de refuge ne soient mises en place. À l'arrivée dans le milieu, les populations sont regroupées dans les camps de transit, les écoles, les églises et, progressivement, elles s'intègrent dans les familles d'accueil. Assez souvent, tout cela se passe sans précautions nécessaires sur l'hygiène, l'assainissement et, surtout, l'environnement.

Ainsi, on observe le recours aux ressources naturelles telles que la forêt pour accéder au bois d'œuvre et au bois d'énergie domestique (faute d'énergie électrique) ; la terre arable pour l'agriculture de subsistance sans nécessairement tenir compte des pratiques de durabilité écologique ; aux cours d'eau pour l'approvisionnement en eau, etc. La surpopulation brusque des agglomérations d'accueil perturbe les écosystèmes et l'environnement naturel. Notons que la Province du Nord-Kivu abrite les parcs nationaux de renommée mondiale, notamment

Virunga, Kahuzi-Biega et Maiko. Ces aires protégées ont été fort menacées par la présence des réfugiés rwandais dans les années 1994. Selon Nicolas SHUKU (2001), « l'implantation d'un camp des réfugiés d'environ 700.000 personnes a entraîné le déboisement de 150Km² de forêt et plus de la moitié de bambous du Mont Mikeno au Nord-Kivu ». Selon la même source, « la faune a été aussi victime avec l'abattage de 800 éléphants, 350 gorilles, 100 hippopotames, 1000 buffles, 396 cobes de biffons,... ». Les séquelles sont encore vécues jusqu'aujourd'hui et se manifestent par la carbonisation par les groupes armés, le braconnage, la pêche illicite au Lac Édouard (faisant partie du Parc National des Virunga), etc. Il est donc important d'examiner le lien entre l'environnement en tant qu'espace vital et la surpopulation des sites d'accueil des déplacés internes, en tenant compte de leurs besoins complexes de survie. En effet, l'impact de la présence des déplacés internes sur les agglomérations de refuge devrait être celui qui ne compromette pas l'existence des familles d'accueil dans le futur. Une approche contraire serait néfaste sur l'environnement et l'avenir des populations d'accueil, vu la persistance du phénomène « mouvements internes de populations » aux conséquences sociales, économique, sanitaire et environnementales néfastes au Nord-Kivu.

Un sentiment d'urgence sans précédent anime aujourd'hui les pays africains pour passer à l'action, s'adapter et développer leur résilience. Chaque année, leurs populations sont confrontées à des inondations plus nombreuses, des températures élevées, l'érosion côtière, la dégradation des terres, et d'autres chocs climatiques. En Afrique de l'Ouest et du Centre les récentes inondations ont affecté des millions de personnes et forcé des dizaines de milliers à se déplacer loin de chez elles et de leurs sources de revenu. Evoquer le changement climatique est une chose, mais comme le dit un proverbe africain, « voir et entendre dire, sont deux choses différentes ».

Pourtant, l'Afrique émet moins de 4% des gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et la région est la principale source d'absorption de carbone grâce au bassin du Congo. La crise climatique vient remettre en cause des gains de développement durement acquis et renforcer les cycles de pauvreté, de fragilité, et de vulnérabilité. Au terme des récentes Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, il ressortait clairement que le changement climatique est au cœur des préoccupations des dirigeants africains.

Par ailleurs, l'Association Sphère (2018) affirme que « L'environnement dans lequel les personnes vivent et travaillent est essentiel pour leur santé, leur bien-être et leur rétablissement après une crise. Il est important de comprendre la façon dont l'environnement influe sur la capacité des personnes affectées à se rétablir car cela peut alimenter la réflexion lors de la conception du programme et déboucher sur des interventions plus durables pour faire face aux chocs à venir et réduire les risques futurs ». (Association Sphère. Le manuel Sphère: La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire, 4ème édition, Genève, Suisse, 2018. Page 22).

Ainsi, au regard de ce qui précède, nous avons formulé notre problématique autour d'une question principale « Comment la recrudescence de l'exode rural influence-t-elle les conditions socio-environnementales et sanitaires dans le quartier Mugunga? » suivi des questions spécifiques suivantes:

1. Quels sont les facteurs qui incitent les populations rurales à migrer dans la ville de Goma précisément au Quartier Mugunga?
2. Quelles sont les conséquences socio-économiques de cet exode rural dans le Quartier Mugunga ?
3. Comment l'augmentation de la population dans le Quartier Mugunga affecte-t-elle l'environnement local?
4. Quelles sont les répercussions sur la santé de la population du Quartier Mugunga suite à cet exode rural?

Au regard des questions soulevées ci-dessus, nous avançons les propositions suivantes:

1. Les facteurs qui incitent les populations rurales à migrer dans la ville de Goma précisément dans le Quartier Mugunga seraient les facteurs économiques et sécuritaires.
2. Les conséquences socio-économiques de cet exode rural dans le Quartier Mugunga seraient une pression accrue sur les infrastructures et les ressources de ce milieu.
3. L'augmentation de la population dans le Quartier Mugunga affecterait l'environnement local en envahissant les espaces dans cette entité et en dégradant cet environnement.
4. Les répercussions sur la santé de la population du Quartier Mugunga suite à cet exode rural causeraient des différentes maladies infectieuses et hydriques dans ce milieu et y auraient un accès très limité aux soins de santé.

II. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

II.1. PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE

Le Quartier Mugunga auparavant, était une ancienne notabilité de la localité Lutale, Groupement Kamuronzza, Collectivité des Bahunde en Territoire de Masisi. Ce village était dirigé par un notable ou chef de village. Autrefois, il n'y avait pas de distinction entre le Quartier Mugunga et le lac vert. Ces deux entités portaient le seul nom du village Mugunga, et c'est en date du 22 Mai 1989 que Mugunga a été urbanisé et annexé à la ville de Goma ; cela a fait que le Quartier Mugunga demeure dans la juridiction de la Commune de Karisimbi et le quartier lac vert à la Commune de Goma. Ce faisant, l'autorité coutumière s'est vue perdre sa place et remplacée par l'autorité administrative. Le quartier Mugunga est devenu entité administrative créée par l'Ordonnance loi n°89-127 du 22 Mai 1989, fixant le nombre, la dénomination des zones urbaines de la Ville de Goma ainsi que leurs quartiers restructurés par Arrêté n°1/03CAB/ CPNK/2000 du 14 Septembre 2000.

En 1994, le Quartier de Mugunga avait servi comme un camp des réfugiés Rwandais pour les accueillir au moment de la guerre de génocide au Rwanda. Un nombre important des réfugiées y vivaient. Malheureusement, ce camp va être détruit par les militaires Rwandais qui avaient amené Mzee Laurent Désiré Kabila au pouvoir dans l'ex. Zaïre en 1997. En date du 17 Janvier 2002, au moment de l'éruption du volcan Nyiragongo, la population sinistrée de cette catastrophe naturelle va s'installer dans ce site et d'autres dans le Quartier Kituku. Elle sera assistée par nombreuses organisations humanitaires. Ce Quartier va devenir depuis cette période-là plus populaire et mouvementé de tous les Quartiers de la ville de Goma. Les autorités civiles que militaires vont s'intéresser à ce site pour veiller au respect des droits de la personne humaine. Hélas, c'était de courte durée car actuellement quasi abandonné par sa population. En date du 29 Octobre 2006, des personnes ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur lieu de résidence habituel dans leurs milieux d'origine : Sake, Malehe, Kimoka, Ngungu, Kingi, Katembe, Murambi et Luhonga à cause des affrontements qui avaient opposé les militaires fidèles au général Laurent NKUNDA et les militaires de la FARDC. Etant donné que le droit international humanitaire doit être respecté par tout le monde et avant tout par les combattants et donc le non-respect de ce droit engage la responsabilité pénale de la personne qui a commandé le groupe en forçant ou contraignant la population à quitter ou abandonner leurs domiciles. Elle peut être poursuivie devant les cours et tribunaux nationaux et internationaux.

Avant le contrôle de la cité de Sake, le 5 Décembre 2006 par la 81ème et 83ème brigade fidèles au général déchu Nkunda, ces dernières ont tenté plusieurs fois de contrôler la cité de Sake. Celles-ci ont fait que tous les villages de la périphérie de la cité s'étaient vidés suite aux tracasseries de ces militaires qui revenaient de Sake, après avoir rencontré une forte offensive à Sake, dès leur retour ils se tournaient vers la population. Aujourd'hui, les sites de Mugunga hébergent beaucoup de déplacés des villages périphériques de la cité de Sake, notamment : Kingi, Kimoka, Matembe, Murambi, Ngungu et Malehe tous du territoire de Masisi. Plus de 500 familles sont dans des petites huttes toutes construites en paille et d'autres passent la nuit dans une chapelle de l'Eglise catholique. La majorité de ces personnes déplacées est agricultrice. Souvent ces déplacés sont victimes des tracasseries des militaires de la 116ème brigade basée à Mugunga. Les enquêteurs de CODHO/Nord-Kivu ont enregistré un cas de Madame UVUZE BUHORO, sa belle fille et sa fille ont été retirés et arrêtés parmi d'autres femmes quand elles revenaient du champ, en les soupçonnant des éclipseuses de militaires Rwandais, les militaires les ont acheminé dans leur position aux collines Kashaka et Kirehe.

Les autorités du Quartier Mugunga telles que le Chef de Quartier, le Commandant de la police nationale Congolaise du sous commissariat de Mugunga et d'autres personnes qui ont des familles d'accueil dans d'autres quartiers de la ville de Goma vont souvent y passer la nuit et pendant la journée ils rentrent à Mugunga. Les déplacés de Sake et ses environs sont victime des tracasseries de ces mêmes militaires, hélas, ils n'ont pas là où aller et à qui s'adresser ; abandonnés à leur propre sort. Les principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays dit que « la communauté internationale doit faire face à la tâche colossale qui consiste à assurer la protection des personnes chassées de leurs foyers par des conflits violents, des violations flagrantes des droits de l'homme et autres événements tragiques, mais qui restent à l'intérieur des frontières de leur pays ».

II.2. MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

II.2.1. L'échantillonnage

- **Population d'étude** : En entreprenant notre étude, la population concernée est celle de la ville de Goma ayant vécu les différents mouvements de la population de l'intérieur de la province.
- **Population cible** : Est celle du Quartier Mugunga.
- **Taille de l'échantillon** : Etant difficile d'enquêter toute la population concernée par cette étude, il importe de tirer une petite partie pouvant nous fournir les informations nécessaires. Ainsi, la taille de notre échantillon que nous avons tiré est de 200 enquêtés.

II.2.2. Méthodes

Selon PINTO, R et GRAWITZ M., la méthode est constituée de l'ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie. Pour bien mener notre recherche, nous avons utilisé les méthodes suivantes :

- La méthode descriptive : Celle-ci nous a aidé à décrire les faits liés aux déplacements de la population ;
- La méthode analytique : Elle nous a permis de faire l'analyse des informations recueillies auprès de la population enquêtée afin d'en tirer la réalité des données faisant l'objet de la recherche. La compilation de ces données analysées nous a donné les résultats présentés dans la partie qui va suivre.

II.2.3. Techniques

Selon PINTO, R., et GRAWITZ, M., la technique est un outil mis à la disposition de la recherche et organisé par la méthode dans ce but, liée à ces éléments pratiques, concrets et adaptés à un but défini. Les techniques utilisées dans notre recherche sont les suivantes :

- ✚ Technique de questionnaire : Par cette technique, nous avons formulé des questions écrites aux enquêtés et dont leurs réponses ont constitué les données recherchées.
- ✚ Technique d'observation : L'observation directe sur le terrain nous a permis de nous rendre compte des mouvements de la population.
- ✚ Technique d'entretien : Nous avons pu contacter certaines personnes dont des entretiens ont favorisé le cadrage des données recueillies par d'autres techniques. Pour les enquêtés qui n'avaient pas de questionnaire, l'entretien a été un moyen d'acquisition de leurs opinions.

III. PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉE

Tableau n°1: Répartition des enquêtés selon l'âge

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	POURCENTAGE
Quel est votre âge?	Moins de 18 ans	50	25
	18 à 30 ans	90	45
	31à 50 ans	45	22,5
	Plus de 50 ans	15	7,5
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau ; sur 200 enquêtés soit 100% ont une tranche d'âge de moins de 18 ans 25% ; 18 à 30 ans 45% ; 31 à 50 ans 22,5% et 7,5% pour la catégorie d'âge ayant plus de 50 ans.

Tableau n°2 : Répartition des enquêtés selon le genre

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	POURCENTAGE
Quel est votre genre?	Masculin	80	40
	Féminin	120	60
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : En observant ce tableau nous trouvons que sur 200 personnes enquêtées, 80 personnes soit 40% sont du sexe masculin et 120 personnes soit 60% du sexe féminin.

Tableau n°3 : Répartition des enquêtés selon leur milieu d'origine

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	POURCENTAGE
D'où venez-vous?	Territoire de Masisi	110	55
	Territoire de Rutshuru	50	25
	Territoire de Nyiragongo	40	20
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

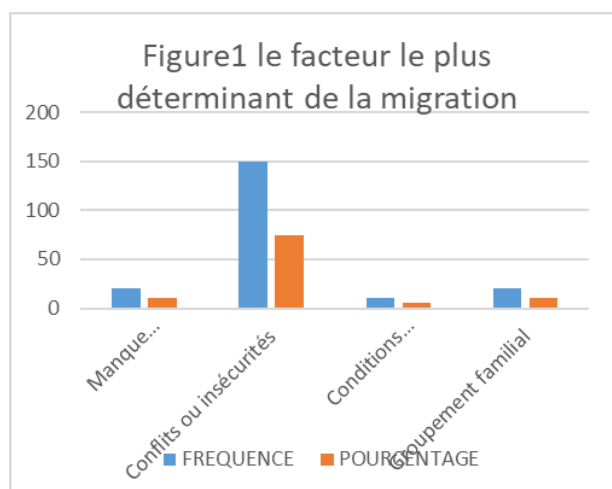
Commentaire : De ce tableau nous remarquons que sur 200 personnes enquêtées soit 100% 110 personnes soit 55% proviennent dans le territoire de Masisi ; 50 personnes soit 25% sont venu du territoire de Rutshuru ; 40 personnes soit 20% sont originaires du territoire de Nyiragongo.

Tableau n°4 : Les facteurs migratoires de la population d'étude

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Quelles raisons vous ont poussés à migrer vers Mugunga?	Manque d'opportunités économiques	20	10
	Conflits ou insécurité	150	75
	Conditions climatiques défavorables	10	5
	Groupe familial	20	10
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau nous constatons que les conflits ou insécurité est la plus fréquemment mentionnée, avec 150 migrants sur 200 soit 75%. Cela souligne que l'insécurité et les conflits sont des moteurs significatifs de la migration vers Mugunga. Cela peut refléter une situation préoccupante dans les régions d'origine des migrants.



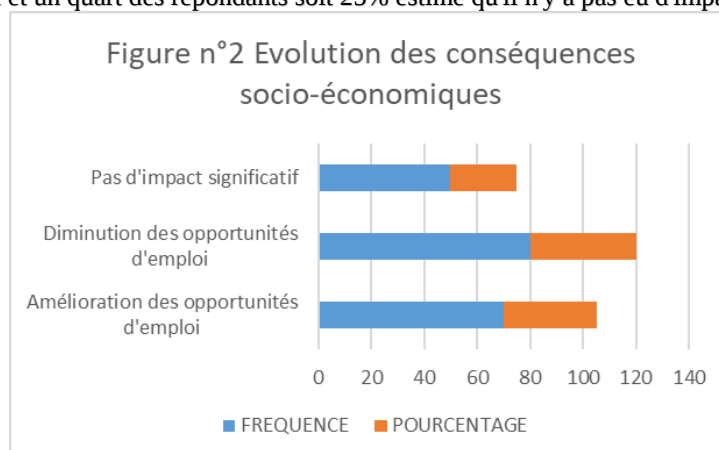
Source : Fait par nous-même à partir du tableau n° 4

Tableau n°5 : Les conséquences socio-économiques

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Comment évaluez-vous l'impact de l'exode rural à Mugunga?	Amélioration des opportunités d'emploi	70	35
	Diminution des opportunités d'emploi	80	40
	Pas d'impact significatif	50	25
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : Un tiers des répondants estime que l'exode rural a eu un impact positif en termes d'opportunités d'emploi soit 35%; la majorité des répondants soit 40% pensent que l'exode rural a entraîné une diminution des opportunités d'emploi et un quart des répondants soit 25% estime qu'il n'y a pas eu d'impact significatif.



Source: Fait par nous-même à partir du tableau n° 5

Tableau n°6 : Variation de la pauvreté

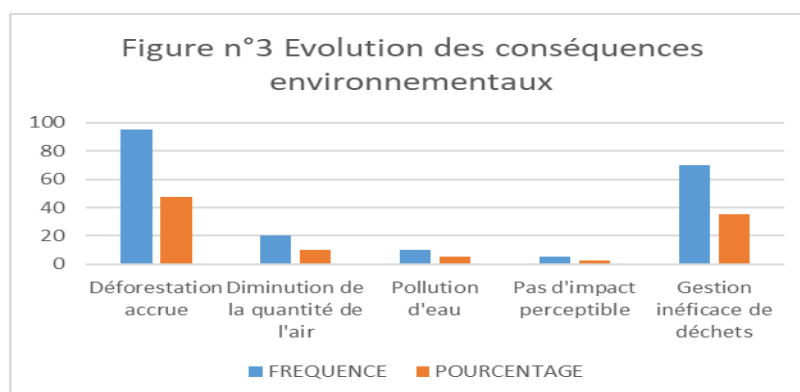
QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Avez-vous observé une augmentation de la pauvreté dans le quartier Mugunga depuis votre arrivée ?	Oui	100	50
	Non	77	38,5
	Je ne sais pas	23	11,5
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau nous constatons que la moitié des répondants constate une augmentation de la pauvreté depuis leur arrivée ; une proportion significative ne perçoit pas d'augmentation de la pauvreté et un faible pourcentage d'incertitude peut indiquer un manque d'informations ou d'expérience sur la question respectivement 50% ; 38,5% et 11,5%.

Tableau n°7: Impact de l'augmentation de la population sur l'environnement local

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Selon vous, comment l'augmentation de la population affecte-t-elle l'environnement local ?	Déforestation accrue	95	47,5
	Diminution de la quantité de l'air	20	10
	Pollution d'eau	10	5
	Pas d'impact perceptible	5	2,5
	Gestion inefficace de déchets	70	35
TOTAL		200	100



Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau nous constatons que la moitié des répondants identifient la déforestation comme un impact majeur soit 47,5% ; la gestion inefficace des déchets soit 35% ; la diminution de la qualité de l'air (10%) ; pollution de l'eau (5%) et pas d'impact perceptible (2,5%).

Tableau n°8 : Les mesures d'amélioration environnementale

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Quelles mesures pourraient améliorer la situation environnementale à Mugunga?	Reforestation et protection des écosystèmes	102	51
	Gestion des déchets	70	35
	Accès à l'eau potable	8	4
	Education et sensibilisation	20	10
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau nous constatons que la reforestation et protection des écosystèmes sont identifiées comme la mesure d'amélioration environnementale la plus courante soit 51%.

Tableau n°9 : Les variations sur les problèmes sanitaires

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Avez-vous remarqué une augmentation des problèmes de santé depuis l'augmentation de la population dans le quartier Mugunga ?	Oui	176	88
	Non	10	5
	Incertain	14	7
TOTAL		200	100

Source: Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire: une grande majorité des répondants soit 88% notent une augmentation des problèmes de santé, ce qui est alarmant et pourrait être lié à la surcharge des infrastructures sanitaires et à des conditions de vie précaires et un très faible pourcentage ne constate pas d'augmentation.

Tableau n°10 : Les problèmes de santé les plus fréquents

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Quels problèmes de santé sont les plus fréquents?	Maladies respiratoires	4	2
	Malnutrition	100	50
	Maladies transmissibles	96	48
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : De ce tableau nous constatons que la malnutrition et les maladies transmissibles sont identifiées comme les problèmes de santé les plus courants, soulignant des préoccupations sur la sécurité alimentaire dans le quartier respectivement 50% et 48%.

Tableau n°11 : Les solutions proposées

QUESTION	VALEUR	FREQUENCE	%
Quelles solutions proposez-vous pour améliorer la santé publique dans le quartier Mugunga ?	Programme de nutrition	60	30
	Prévention des maladies	50	25
	Accès aux soins de santé	50	25
	Amélioration des infrastructures	40	20
TOTAL		200	100

Source : Nos enquêtes sur terrain Décembre 2024

Commentaire : Ce petit tableau nous montre que la priorité donnée à un programme de nutrition reflète l'urgence de traiter la malnutrition dans le quartier. Mais aussi la prévention des maladies et l'accès aux soins de santé sont jugés essentiels pour lutter contre les maladies transmissibles et améliorer la santé globale.

VI. DISCUSSION DES RESULTATS

Au bout de notre recherche nous avons abouti aux résultats suivants:

- Après analyse et interprétation des différents résultats; l'insécurité et les conflits sont les facteurs qui incitent les populations rurales à migrer dans la ville de Goma précisément à Mugunga, soit 75% de nos enquêtés les confirment. Cfr. le tableau n°4. Et cela affirme notre première hypothèse.
- Le tableau n°5 affirme qu'un tiers des répondants estime que l'exode rural a eu un impact positif en termes d'opportunités d'emploi soit 35% ; la majorité des répondants soit 40% pensent que l'exode rural a entraîné une diminution des opportunités d'emploi et un quart des répondants soit 25% estime qu'il n'y a pas eu d'impact significatif. Ainsi notre deuxième hypothèse est confirmée.
- Quant à l'augmentation de la population dans le Quartier Mugunga ; le tableau n°7 montre que l'affectation de l'environnement est faite par la déforestation comme un impact majeur soit 47,5% ; la gestion inefficace des déchets soit 35% ; la diminution de la qualité de l'air (10%) ; pollution de l'eau (5%) et pas d'impact perceptible (2,5%). Ceci affirme notre troisième hypothèse.
- Le tableau n°10 souligne que la malnutrition et les maladies transmissibles sont identifiées comme les problèmes de santé les plus courants, soulignant des préoccupations sur la sécurité alimentaire dans le quartier Mugunga respectivement 50% et 48%. Cela affirme notre dernière hypothèse.

V. CONCLUSION

Nous voici au terme de notre travail portant sur « la recrudescence de l'exode rural et son impact socio-environnemental et sanitaire dans la ville de Goma. Cas du Quartier Mugunga » au cours de cette étude, nous sommes attelés à évaluer les facteurs déclenchant l'exode rural, analyser l'impact socio-économique de l'exode sur le quartier Mugunga, examiner les conséquences environnementales de l'exode rural, analyser les effets de l'accroissement démographique sur la santé publique, y compris la propagation des maladies infectieuses et l'accès aux soins de santé.

Pour atténuer les impacts négatifs de cet exode rural sur le quartier Mugunga et promouvoir un développement durable, plusieurs stratégies ont été proposées:

- ✓ Rétablir la paix dans toutes les zones insécurisées;
- ✓ Investir dans l'amélioration des infrastructures urbaines pour répondre aux besoins croissants en matière d'eau, d'électricité et de transport;
- ✓ Mettre en place des programmes d'intégration pour faciliter les relations entre populations locales et nouveaux arrivants afin de promouvoir la cohésion sociale;
- ✓ Elaborer des politiques de gestion durable des ressources naturelles pour protéger l'environnement et prévenir la dégradation, renforcer les infrastructures sanitaires et améliorer l'accès aux soins pour tous les habitants du quartier Mugunga;
- ✓ Mener des campagnes de sensibilisation sur les enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'urbanisation rapide.

VI. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1]. Association Sphère. «Le manuel Sphère: La Charte humanitaire et les standards minimums de l'intervention humanitaire, 4ème édition, Genève, Suisse, 2018. Eric Alary ; «L'histoire des paysans français, Perrin 2016 »
- [2]. Castles, S. « Migration and Development: A Global Perspective 2003 »
- [3]. Dossier Thématique NE 16 Évaluation Conjointe de l'Aide d'Urgence au Rwanda: «Conclusions et Recommandations Principales de l'Étude III, Juin 1996 ».
- [4]. Emmanuel Melmoux, David Mitzinmacker, «L'exique d'histoire géographie, Paris, Nathan, juillet 2008, p.239» (ISBN 9- 782091- 8453364).
- [5]. Myers, N. "Environmental Refugees: A Growing Phenomenon of the 21st Century 2002".
- [6]. Ousmane Diagana, «vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre »
- [7]. PDRD publié par OCHA en New York, 1999, p .v
- [8]. PIGUET Etienne, 2013, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », Revue Européenne des Migrations Internationales, vol. 29, n°3.
- [9]. PIOTROWSKI Martin, TONG Yuying, «Les déterminants économiques et non économiques de la migration de retour en Thaïlande rurale», Population, vol.65, pp.361-377.
- [10]. Putnam, R. D. (2000). «Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community». Simon & Schuster.
- [11]. REBAÏ Nasser, 2009, «Migración y cambios concretos en la sierra ecuatoriana : un punto de vista desde la parroquia Juncas – Provincia de Cañar»
- [12]. REBAÏ Nasser, 2011, «Les effets de l'émigration paysanne dans les Andes équatoriennes: une lecture photographique », EchoGéo, n°16 [URL: <http://echogeo.revues.org/12382>, consulté le 2 juillet 2017].
- [13]. Todaro, M. P. (1969). «A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries. American Economic Review ».
- [14]. World Health Organization « Health of Migrants: A Global Perspective 2010 »
- [15]. Zlotnik, H. "Globalization and Migration: A New Perspective 2004".